

## LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX LUTTES ARMÉES

### Pour un renouvellement des approches de l'acteur combattant

**Camille BOUTRON**

*Chercheuse Sociologie du genre et des conflits à l'IRSEM*

## RÉSUMÉ

Cette note de recherche propose de nouvelles pistes de réflexion sur l'expérience combattante féminine. Se focalisant sur la participation des femmes aux groupes armés non étatiques après la Seconde Guerre mondiale et s'intéressant plus particulièrement à l'expérience latino-américaine, elle traite deux aspects du sujet. D'une part, elle formule l'hypothèse d'une émancipation par les armes, étudie les ressorts de l'engagement des femmes au sein des insurrections armées dans un contexte de décomposition des empires coloniaux et d'émergence de mouvements de « libération nationale », et montre que cette participation féminine est influencée par l'émergence des théories féministes pendant la même période. D'autre part, elle examine les conséquences de l'engagement des femmes dans les conflits armés sur l'ensemble de leur trajectoire de vie en posant la question de leur réinsertion dans la vie civile. La sortie de conflit s'accompagne généralement d'une injonction faite aux femmes combattantes de retrouver leur rôle traditionnel au sein de la sphère domestique. La note met enfin en relation l'analyse de l'expérience combattante féminine et l'étude des conflits armés contemporains.

## SOMMAIRE

|  |   |
|--|---|
| Les femmes face à la violence armée entre ruptures et continuités .....                      | 2 |
| 1. L'hypothèse d'une émancipation par les armes.....   | 3 |
| <i>La contribution des femmes aux luttes d'indépendance</i> .....                            | 3 |
| <i>Lorsque le féminisme s'invite dans la lutte armée</i> .....                               | 4 |
| 2. Le coût de la lutte armée sur les trajectoires de vie des femmes combattantes .....       | 5 |
| <i>La difficile alliance du féminisme avec les valeurs martiales de la lutte armée</i> ..... | 5 |
| <i>Reconstruction nationale et réaffirmation de l'ordre patriarcal</i> .....                 | 7 |
| Conclusion .....   | 8 |

# LES FEMMES FACE À LA VIOLENCE ARMÉE ENTRE RUPTURES ET CONTINUITÉS

Le champ représenté par les études sur la guerre et les conflits armés s'est traditionnellement construit sur une séparation entre les hommes et les femmes<sup>1</sup>. Historiquement, les représentations associées au monde de la guerre réservent aux hommes les fonctions combattantes, tandis que les femmes restent en charge des activités de soutien loin de la ligne de front. Cette division est rarement remise en question, dans la mesure où elle paraît découler *naturellement* des différences entre les sexes. Selon une idée largement partagée, les femmes ne seraient pas incitées à exercer la violence guerrière au même titre que les hommes en raison de leurs fonctions reproductrices et maternelles<sup>2</sup>.

Or les femmes ont été à de nombreuses reprises présentes sur les champs de bataille. Des fameuses guerrières du royaume de Dahomey au XIX<sup>e</sup> siècle aux centaines de milliers de femmes engagées dans l'armée soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, nombreuses ont été les occasions où elles ont pu, et dû, prendre les armes au cours de l'histoire<sup>3</sup>. Cette contribution féminine, considérée cependant comme anecdotique, a été reléguée aux marges de l'historiographie des guerres et conflits, comme le montre Svetlana Alexievitch dans son livre, publié au début des années 1980, *La guerre n'a pas un visage de femme*<sup>4</sup>. Rassemblant de nombreux témoignages de femmes ayant participé à « la Grande Guerre patriotique » menée par l'armée russe sur le front de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale, l'ouvrage fait émerger une narration féminine de la guerre qui a longtemps été passée sous silence. Et en effet, des Tigres de l'Eelam Tamoul au Sri Lanka (LTTE) à l'Irish Republican Army (IRA) en Irlande du Nord<sup>5</sup> en passant par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)<sup>6</sup>, nombreux ont été les mouvements contestataires armés ayant attribué aux femmes des fonctions combattantes. Et si leur degré de participation aux combats a pu varier selon les groupes, tous ont pu compter sur une importante main-d'œuvre militante féminine à qui étaient attribuées des activités de propagande, de renseignement, de liaison avec les populations civiles, de soutien logistique etc. L'examen de la participation des femmes aux conflits armés invite à déplacer le regard que nous posons traditionnellement sur l'acteur combattant afin d'en saisir toute la complexité. Cela implique de briser le tabou posé par la violence féminine, élément fondateur du stéréotype identifiant les femmes comme des agents de pacification et non des guerrières<sup>7</sup>.

L'expérience combattante féminine est généralement étudiée selon deux approches distinctes. La première analyse l'engagement des femmes dans les luttes armées comme l'expression d'une double contestation, à la fois féministe et révolutionnaire, de l'ordre social établi. La seconde considère la lutte armée comme un espace où se reproduisent les formes de domination entre les sexes, l'accès des femmes aux fonctions combattantes se voyant avant tout conditionné par le respect d'une discipline martiale instaurée selon une perspective traditionnellement masculine. Ces deux approches, complémentaires, sont nécessaires à l'analyse de l'expérience combattante féminine afin d'en saisir le caractère hétéroclite et contradictoire.

Cette note de recherche a pour objectif de proposer de nouvelles pistes de réflexion sur l'expérience combattante féminine depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle en s'appuyant plus particulièrement sur l'expérience latino-américaine. Plus que de présenter un véritable panorama de la participation des femmes aux guerres et conflits armés, ce texte cherche de manière plus circonscrite à aborder l'expérience combattante féminine comme une catégorie d'analyse des situations de guerre et de conflits armés. Notre propos sera ici centré sur la question de l'intégration des femmes dans les groupes armés non étatiques engagés dans un mouvement d'insurrection et de contestation du pouvoir en place dans un contexte de décomposition des empires coloniaux et d'émergence de guérillas et de mouvements armés dits de « libération nationale ». Par une lecture historique, nous interrogerons l'éventuelle spécificité de l'expérience combattante féminine, tant au niveau des modes de participation que du quotidien dans la lutte armée ou encore du retour à la vie civile<sup>8</sup>.

1. Cynthia Enloe, « All the men are in the militias, all the women are victims : the politics of masculinity and femininity in nationalist wars », in Lori Ann Lorentzen & Jennifer Turpin eds., *The women and war reader*, New York University Press, 1998, p. 52.

2. Andrea Aragón Alvarez, « Los hombres son guerreros y las mujeres pacifistas ? La estereotipación de género en el ámbito de la seguridad internacional », *Prismasocial*, n° 7, 2001, p. 12.

3. Joshua Goldstein, *War and gender. How gender shapes the war system and vice versa*, Cambridge University Press, 2001, p. 61.

4. Svetlana Alexievitch, *La guerre n'a pas un visage de femme*, Presses de la Renaissance, 2004.

5. Miranda Alison, « Women as agents of political violence : gendering security », *Security Dialogue*, vol. 35, n° 4, p. 447-463.

6. María Emma Wills, « Mujeres en armas : avance ciudadano o subyugación femenina », *Análisis Político*, vol. 18, n° 54, 2005, p. 63-80.

7. Coline Cardi & Geneviève Pruvost, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », *Champ pénal : Penal Field*, vol. 8, 2011, <https://journals.openedition.org/champpenal/8039#quotation>, consulté le 31/01/18.

8. Il ne sera pas question dans cette note de traiter de la question de l'intégration des femmes dans les armées régulières ou encore de leur croissante implication dans des organisations djihadistes. Or l'un et l'autre se présentent comme des aspects essentiels de l'expérience combattante féminine telle qu'elle peut être observée en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Ces problématiques feront l'objet de notes ultérieures.

# 1. L'HYPOTHÈSE D'UNE ÉMANCIPATION PAR LES ARMES

## La contribution des femmes aux luttes d'indépendance

Les phénomènes de décolonisation et la multiplication de guerres non conventionnelles après la Seconde Guerre mondiale se sont révélés particulièrement propices à la participation des femmes aux luttes de libération nationale qui ont caractérisé la décomposition des empires coloniaux. Pendant la guerre d'Algérie, les femmes ont ainsi représenté jusqu'à 3,1 % des effectifs de l'Armée de libération nationale (FLN) et de l'Organisation civile du front de libération nationale<sup>9</sup>. Si ce chiffre semble faible, on ne saurait manquer de souligner que cette participation féminine s'est révélée suffisamment forte pour être considérée comme une menace par les officiers français dirigeant la lutte contre-subversive. En témoigne notamment la demande faite en 1958 par le général Lorillot, commandant en chef de l'Algérie, de recruter plus de personnel féminin afin de faciliter la fouille des femmes musulmanes suspectées d'être des militantes du FLN<sup>10</sup>.

Les femmes ont activement contribué aux luttes pour les indépendances ayant conduit à l'effritement des administrations coloniales. Elles sont cependant restées la plupart du temps dans l'ombre de l'histoire, comme ce bataillon d'infanterie exclusivement composé de femmes issues de la diaspora indienne formé par le nationaliste indien Subhas Chandra Bose à Singapour en 1943<sup>11</sup>. En Afrique de l'Ouest, les femmes se sont impliquées dans les mouvements politiques constitués dans le cadre de la lutte contre les autorités coloniales. C'est le cas de militantes comme Awa Keita, membre de l'Union soudanaise du rassemblement démocratique africain (US-RDA), qui ont joué un rôle central dans le processus d'indépendance<sup>12</sup>. Les femmes ont également activement participé aux guerres du Vietnam<sup>13</sup>. Certaines organisations, telles les Jeunesses de choc (Thanh Niên Xung Phong), qui entre 1965 et 1975 se sont acquittées d'un ensemble de tâches et de services directement liés aux opérations de combat, ont ainsi compté jusqu'à 70 % de jeunes femmes<sup>14</sup>.

Ces exemples, non exhaustifs, témoignent de la forte implication des femmes dans les mouvements d'indépendance qui se sont constitués au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Or si elles ont activement participé aux luttes de libération nationale, elles n'ont été que peu étudiées par la littérature traitant de la décolonisation, malgré la multiplication des ouvrages sur le sujet au cours de ces dernières années. Cela peut s'expliquer en partie par le rapport symbolique qui s'établit entre l'accès à l'indépendance et la reconquête d'une masculinité dévaluée par l'instauration du pouvoir colonial. Certains travaux ont en effet montré que le corps féminin, situé à l'intersection d'un ensemble de dispositifs ayant eu pour objet l'expansion des administrations coloniales, représente un espace symbolique de constitution du pouvoir en place<sup>15</sup>. Cette période s'est ainsi présentée comme un « moment central de redéfinition des masculinités » au travers du rapport de domination entre colonisateurs et colonisés<sup>16</sup>. Dans une telle perspective, les mouvements de libération nationale ont incarné la reconquête de masculinités mises à mal par le pouvoir colonial. Ceci explique en partie le manque de visibilité donnée à la contribution des femmes aux luttes pour les indépendances, ainsi que la faible importance accordée à la question de l'émancipation féminine dans les mouvements d'insurrection armée.

C'est avant tout au nom de la lutte pour l'indépendance que les femmes se mobilisent et sont mobilisées, sans que l'égalité des sexes comme condition nécessaire à la libération nationale soit nécessairement revendiquée. Cela a pu donner lieu à un certain nombre de contradictions entre la montée en puissance des femmes au sein des luttes armées et leur prise en compte effective dans les organisations et partis politiques engagés dans le projet d'indépendance. Or, tant au niveau symbolique qu'opérationnel, le soutien des femmes à la lutte armée est essentiel à l'insurrection, tandis que leur participation se présente comme un avantage tactique dans le cadre des guerres asymétriques caractérisant le processus de décolonisation. Dans certains cas, les femmes combattantes, conscientes du rôle central qu'elles jouent dans le projet indépendantiste, réclament une égalité de traitement au sein du groupe armé et mènent

9. Djamilia Amarane, « Les combattantes de la guerre d'Algérie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 26, 1992, p. 59.

10. Raphaëlle Branche, « Des viols pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 3, 2002, p. 126.

11. Vera Hildebrand, *Women at War : Subhas Chandra Bose and the Rani of Jhansi Regiment*, Naval Institute Press, 2018, 340 p.

12. Vincent Joly, « Femmes et décolonisation en Afrique occidentale française. Autour de la marche des femmes de Grand-Bassam (décembre 1949) », in Marc Bergère et Luc Capdevila (dir.), *Genre et événement. Du masculin et du féminin en histoire des crises et conflits*, Rennes, PUR, 2006, p. 105-117.

13. Sandra C. Taylor, *Vietnamese women at war : fighting for Ho Chi Minh and the Revolution*, University Press of Kansas, 1999, 170 p.

14. François Guillemot, *Des Vietnamiennes dans la guerre civile. L'autre moitié de la guerre*, Les Indes savantes, 2014, p. 13.

15. Martine Spensky (dir.), *Le Contrôle du corps des femmes dans les Empires coloniaux*, Karthala, 2015, 264 p.

16. Pascale Barthélémy, Luc Capdevila, Michelle Zancarini-Fournelle, « Femmes, genre et colonisation », *Clio*, n° 33, 2011, p. 17.

éventuellement une double lutte, contre l'ordre colonial et contre leurs propres compagnons d'armes. Bien qu'elle ne soit pas toujours explicitement assumée, cette idée de double lutte se retrouve dans la plupart des contextes où des femmes ont réussi à s'imposer en tant que cadres dirigeantes, tant au niveau militaire que politique. Cette correspondance, qui illustre une participation croissante des femmes dans des mouvements d'insurrection armée, se présente aussi comme une stratégie de légitimation du projet révolutionnaire. C'est ainsi que peu à peu la question de l'égalité des sexes se fait de plus en plus explicite au sein des projets indépendantistes. Cela a notamment été le cas du Front de libération du Mozambique (FRELIMO)<sup>17</sup>, ou du Front populaire de libération de l'Érythrée (EPLF)<sup>18</sup>, où l'on a pu assister à une reconnaissance progressive du lien entre émancipation féminine et libération nationale.

## Lorsque le féminisme s'invite dans la lutte armée

La révolution cubaine de 1959 apparaît comme un tournant pour la participation des femmes aux mouvements de contestation armée, en Amérique latine plus particulièrement. En effet, si les femmes n'étaient que très minoritairement représentées parmi les guérilleros mobilisés aux côtés de Fidel Castro, cela n'empêche pas des combattantes comme Celia Sánchez de faire figure de précurseurs pour l'ensemble des guérillas marxistes actives à partir des années 1960-70. Le manuel publié par Ernesto Che Guevara en 1960 sur les stratégies associées à la guerre de guérilla dédie une section au « rôle de la femme<sup>19</sup> ». Sans remettre drastiquement en question l'idée que les rôles attribués à chacun pendant la guerre s'accordent aux supposées « prédispositions » de chaque sexe, le manuel reconnaît néanmoins la capacité des femmes à manier les armes au même titre que les hommes, et affirme que leur contribution à la révolution est cruciale, notamment dans les tâches de soutien et de communication<sup>20</sup>.

Ainsi, plusieurs des guérillas qui se sont formées au cours des années suivantes vont incorporer la question de l'émancipation féminine à leur projet révolutionnaire. C'est notamment le cas du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), qui traite explicitement cette question en la présentant comme l'un des treize points composant son « programme historique » révélé en 1969<sup>21</sup>. Cela en fait l'une des premières guérillas d'Amérique latine à avoir explicitement intégré la question de l'émancipation féminine dans son idéologie. Cette évolution se présente comme le reflet d'une croissante mobilisation politique des femmes, mais aussi comme un choix stratégique des guérillas qui ont compris les différents avantages que peut représenter la militance féminine. Les femmes, en tant que combattantes, mais aussi en raison de leurs capacités à s'organiser entre elles pour mener des actions collectives, sont des acteurs stratégiques pour le FSLN qui utilise les organisations féminines en tant que défense civile<sup>22</sup>. En incarnant le rôle de lien social entre les différents membres de leur communauté, les femmes s'imposent en effet comme des agents privilégiés de la lutte populaire menée par les sandinistes. À l'inverse, un nombre non négligeable d'entre elles se mobilisent au sein des *contras*, groupes armés contre-révolutionnaires opposés au FSLN<sup>23</sup>. Face à l'image de la guérillière héroïque véhiculée par la guérilla sandiniste, les femmes *contras* présentent des images plus traditionnelles de mères, veuves ou victimes, ce qui ne les empêche pas d'assumer un certain leadership dans la reconstruction de leur communauté à la fin du conflit<sup>24</sup>.

Outre le FSLN, d'autres mouvements contestataires armés se sont intéressés à la cause des femmes, comme le Parti communiste péruvien Sentier lumineux (PCPSL). Fondé à la toute fin des années 1960 et engagé dans la lutte armée au début des années 1980, le PCPSL a su mettre en place au sein de sa structure partisane des espaces spécifiquement destinés à recruter et mobiliser des femmes, comme le Movimiento Femenino Popular (Mouvement féminin populaire). Le PCPSL a ainsi élaboré une véritable stratégie de captation de la militance féminine en se montrant à même de s'adresser à des femmes issues des divers secteurs sociaux composant la société péruvienne<sup>25</sup>.

17. Allen Isaacman & Barbara Isaacman, « The role of women in the Liberation of Mozambique », *Ufahamu : a journal of African studies*, vol. 13, n° 2-3, 1984, p. 129.

18. Victoria Bernal, « From Warriors to Wives : Contradictions of Liberation and Development in Eritrea », *Northeast African Studies*, vol. 8, n° 3, 2001, p. 134.

19. Ernesto Guevara, *La Guerre de guérilla*, Mille et Une Nuits, 2009 (1<sup>re</sup> édition en espagnol 1960), 164 p.

20. *Ibid.*

21. Karen Kampwirth, *Women and guerrilla movements : Nicaragua, El Salvador, Chiapas, Cuba*, Pennsylvania University Press, 2002, 194 p.

22. Gema Palazón Saez, « Antes, durante y después de la revolución... la lucha continúa. Movimiento feminista en Nicaragua », *Lectora*, n° 13, p. 122.

23. Julie Cupples, « Counter-revolutionary women : gender and reconciliation in post-war Nicaragua », *Gender and Development*, vol. 12, n° 3, 2004, p. 10.

24. Julie Cupples, « Between maternalism and feminism : women in Nicaragua's counter-revolutionary forces », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 96.

25. Roa Mavila León, « Presente y futuro de las mujeres en la guerra », *Quehacer*, n° 79, 1992, p. 47.

Dans certains cas cependant, les débats sur la question de l'émancipation féminine n'apparaissent qu'à la fin du conflit et au moment de la reconversion de la guérilla en parti politique. Ainsi, si les femmes allèrent jusqu'à représenter plus de 30 % de l'effectif combattant du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) au Salvador, ce n'est qu'après les accords de paix de 1992 que le féminisme s'invite ouvertement dans le débat politique. Par ailleurs, si au début de l'année 1992 une grande majorité des organisations de femmes constituées au Salvador provient de la lutte révolutionnaire<sup>26</sup>, ces organisations vont rapidement critiquer le FMLN et revendiquer une logique militante féministe au-delà de leur identité partisane. Certaines d'entre elles, comme Mujeres por la Dignidad y la Vida (Femmes pour la dignité et la vie) vont ainsi se convertir en véritables promotrices du féminisme dans le pays<sup>27</sup>. Plus récemment, ce sont les combattantes des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui ont été mises sur le devant de la scène dans le cadre de l'accord de paix signé entre la plus ancienne guérilla marxiste de l'époque contemporaine et le gouvernement colombien. La sous-commission sur le genre établie dans le cadre des négociations de paix a en effet représenté un espace stratégique pour les ex-guérillères des FARC dans le cadre de leur reconversion politique. Celles-ci sont devenues les militantes d'un « féminisme insurgent » se présentant comme l'une des lignes directrices du parti récemment formé par l'ancienne guérilla<sup>28</sup>.

Les guérillas latino-américaines n'ont cependant pas gardé l'exclusivité des discours sur l'émancipation féminine via la lutte armée. L'égalité des sexes se présentait notamment comme un objectif politique de la guerre populaire menée au Népal par l'Armée de libération du peuple (People's Liberation Army [PLA]) entre 1996 et 2006. La participation des femmes a été largement encouragée par des militantes cadres du parti comme Hsila Yami<sup>29</sup>. La fin du patriarcat figurait en effet parmi les quarante revendications du Parti communiste népalais quand il a pris les armes en 1996<sup>30</sup>. Dans d'autres groupes armés comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des bataillons exclusivement composés de femmes ont été mis en place, ce qui a permis aux combattantes kurdes de définir leur militantisme politique en dehors de la pression masculine<sup>31</sup>. Au Sri Lanka, des unités de combat spécifiquement féminines ont été créées à l'orée des années 1980 au sein des Tigres de libération de Eelam Tamoul (LTTE) opposés au pouvoir cinghalais depuis le début des années 1970<sup>32</sup>. Les attentats suicide perpétrés par des femmes ont représenté une stratégie tactique significative pour le LTTE<sup>33</sup>, qui s'est doté à partir du début des années 1980 d'une section spéciale dédiée aux femmes appelée Vittutalaip Pulikal Makalir Munnari (Front féminin des tigres de la libération)<sup>34</sup>.

## 2. LE COÛT DE LA LUTTE ARMÉE SUR LES TRAJECTOIRES DE VIE DES FEMMES COMBATTANTES

### La difficile alliance du féminisme avec les valeurs martiales de la lutte armée

Si la question de l'émancipation féminine peut faire l'objet d'une véritable ligne programmatique dans le cadre de la préparation à la lutte armée, elle tend malgré tout à reculer au second plan au moment du passage à l'acte. Un tel phénomène peut être observé avec le PCPSL au Pérou, qui après avoir consacré un temps non négligeable au recrutement et à la formation de sa militance féminine finit par laisser de côté les théories féministes marxistes dont il s'inspire pour se concentrer essentiellement sur la lutte des classes. L'idéologie sendériste considère en effet que l'émancipation des femmes ne saurait se substituer à celle des masses paysannes et ouvrières sur lesquelles le parti cherche à

26. Jules Falquet, « Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire. "Grâce à la guerre, nous sommes sorties des cuisines"... Mais pour quoi faire ? », *Clio*, n° 5, 1997, <https://journals.openedition.org/clio/411?amp%3Bamp%3Bid=411>, consulté le 22/05/2018, § 14.

27. David Garibay, « Un partido de izquierda radical frente a las reivindicaciones de género : entre el estancamiento de los números y la afirmación de la radicalidad », *Política*, n° 46, 2006, p. 148.

28. <https://theconversation.com/colombian-militants-have-a-new-plan-for-the-country-and-its-called-insurgent-feminism-77148>

29. Rita Machanda, « Maoist insurgency in Nepal. Radicalizing gender narrative », *Cultural Dynamics*, vol. 16, n° 2-3, 2004, p. 241.

30. Judith Petigrew, Sara Shneiderman, « Women and the Maobadi : ideology and agency in Nepal's Maoist movement », *Himal Southasian*, vol. 17, n° 1, 2004, p. 22.

31. Sarah Guillemet, « S'organiser au maquis comme à la ville. Les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) », *Confluences Méditerranée*, n° 103, 2017, p. 66.

32. Alisa Stack-O'Connor, « Lions, Tigers, and Freedom Birds : how and why the Liberation Tigers of Tamil Eelam employs women », *Terrorism and political violence*, vol. 19, n° 1, 2007, p. 46.

33. Neloufer De Mel, « Body politics : (re)cognising the female suicide bomber in Sri Lanka », *Indian Journal of Gender Studies*, vol. 11, n° 1, 2004, p. 75.

34. Peter Schalk, « Women fighters of the Liberation Tigers in Tamil Ilam. The martial feminism of Atēl Pālacinkam », *South Asia Research*, vol. 14, n° 2, 1994, p. 168.

s'appuyer. Et de fait, si les femmes représentent bien jusqu'à 40 % de l'effectif combattant et si elles accèdent à des postes de commandement, elles restent soumises à l'organisation verticale des rapports de pouvoir caractérisant les structures partisans du PCPSL renforcées par les relations de dépendance de ses militants et militantes envers leur leader, Abimael Guzmán<sup>35</sup>.

Une logique relativement similaire a caractérisé la PLA au Népal, où la forte participation des femmes à la lutte armée a fait l'objet d'une certaine forme d'instrumentalisation utilitariste, au lieu de se présenter comme une véritable opportunité de transformation sociale. Les femmes sont en effet considérées comme des acteurs stratégiques du conflit en raison de leur rôle dans la sphère domestique et de leur capacité à mobiliser les masses et faciliter l'accès des militants maoïstes aux membres de leur famille<sup>36</sup>. Une certaine inégalité caractérise les carrières des femmes combattantes, généralement beaucoup moins longues que celles de leurs homologues masculins. En effet, alors que les hommes peuvent être mobilisés après 40 ans, il est rare que les femmes continuent de combattre après 25 ans<sup>37</sup>. À cela s'ajoute le contrôle exercé sur la sexualité de ses combattants par la PLA elle-même, qui sans interdire les relations amoureuses dans ses rangs, tente de réguler les pratiques sexuelles et la vie affective de ses combattants de façon à ce qu'ils ne se détournent pas de la lutte armée<sup>38</sup>.

Si les femmes peuvent être amenées à participer directement aux affrontements, l'organisation de la sphère combattante reste généralement agencée à partir de valeurs martiales masculines. En ce sens, c'est avant tout la capacité des femmes combattantes à s'adapter et à se réapproprier ces valeurs qui est en jeu, et non leur transformation. La lutte armée respecte donc la division sexuelle du travail et assigne traditionnellement aux femmes des tâches jugées plus conformes à leur « nature » : cuisinières, infirmières, opératrices radio ou en charge du ravitaillement ou du renseignement. Ainsi que l'a souligné Jules Falquet dans le cas du FMLN salvadorien, cette division sexuelle du travail<sup>39</sup> au sein de la lutte armée explique en grande partie le fait que les femmes n'en retirent pas les mêmes bénéfices que leurs compagnons d'armes lors de leur retour à la vie civile<sup>40</sup>. En effet, alors qu'elles ne sont qu'une poignée à occuper des postes de commandement, la sortie de conflit invite dans la plupart des cas les femmes combattantes à regagner leur cuisine et à laisser aux hommes le soin de gérer la reconversion de l'insurrection en parti politique.

La participation des femmes aux conflits armés fait par ailleurs le plus souvent l'objet d'une invisibilisation persistante tant de la part des groupes armés eux-mêmes que des acteurs amenés à intervenir dans le cadre de la transition à la paix et du « post-conflit »<sup>41</sup>. Les experts internationaux mobilisés dans la mise en œuvre de programmes de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) des ex-combattants notamment tendent à sous-estimer les rôles tenus par les femmes dans les groupes armés en les considérant avant tout comme des « suiveuses » ou des personnes « dépendantes » des combattants. Dans certains cas comme au Sierra Leone, cette sous-estimation a conduit à une sous-représentation des femmes au sein des programmes de DDR, ce qui a eu pour effet de reproduire les situations de risques auxquelles elles étaient déjà exposées pendant le conflit<sup>42</sup>.

C'est généralement grâce à leurs propres efforts que les femmes combattantes parviennent à s'inscrire dans l'histoire de l'insurrection armée et de la mémoire historique. On a pu assister ces dernières années à une multiplication des initiatives visant à écrire l'histoire combattante féminine. En 2006 au Guatemala, 28 femmes indigènes, entrées dans l'Armée de guérilla des pauvres (EGP) dans les années 1980 et 1990, se sont lancées dans un projet d'écriture collective dans le but de construire leur propre narration de la guerre en resituant leur engagement dans leurs trajectoires individuelles. L'ouvrage, publié en 2008, s'inscrit dans une série d'initiatives visant à faire la lumière sur les récits

35. Isabel Coral, « Mujeres en la guerra : impacto y respuestas », in Steve J. Stern (dir.), *Los senderos insólitos del Perú. Guerra y sociedad 1980-1995*, IEP-UNSHC, 1999, p. 343.

36. María Villellas Ariño, « Nepal : a gender view of the armed conflict and the peace process », *Quaderns de Construcció de Pau*, n° 4, 2008, p. 9.

37. Hisla Yami, *People's war and women's liberation in Nepal*, Purvaiya Prakashan, 2006, p. 27.

38. Laurent Gayet, « Faire l'amour et la guerre. Le problème des "relations physiques" au sein de la People's Liberation Army du Népal », *Politix*, vol. 107, n° 3, 2014, p. 95.

39. Le concept de division sexuelle du travail souligne les logiques de distinction, différenciation et hiérarchisation entre les tâches du travail social réalisées par les hommes et celles réalisées par les femmes. Pour une plus ample définition voir Danièle Kergoat, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », in Françoise Laborie, Hélène Le Doaré, Danièle Senotier et Helena Hirata (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, 2000, p. 34-44.

40. Jules Falquet, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », *Cahiers des Amériques latines*, n° 40, 2002, p. 118.

41. Le "post-conflit" est ici abordé comme un espace de construction sociale avant tout défini par l'intervention d'acteurs, discours et pratiques spécifiques (par exemple d'experts internationaux, processus de justice transitionnelle).

42. Megan MacKenzie, « Securitization and desecuritization : female soldiers and the reconstruction of women in post-conflict Sierra Leone », *Security Studies*, vol. 18, 2009, p. 243.

féminins de la guerre<sup>43</sup>. La publication de témoignages et d'autobiographies de femmes combattantes comme María Eugenia Vásquez Pedromo<sup>44</sup>, militante de la guérilla M-19 en Colombie, ou Mirna Paiz Cárcamo, membre de l'EGP guatémaltèque<sup>45</sup>, a contribué à faire émerger de nouvelles lectures de la lutte armée en replaçant la participation des femmes au sein d'une histoire de la contestation sociale et politique. Ces initiatives restent malgré tout relativement anecdotiques et ne suffisent pas à déconstruire l'imaginaire traditionnel qui fait des femmes des victimes passives de la guerre et des conflits. De telles représentations sont d'autant plus difficiles à remettre en question que la période de sortie de conflit signifie souvent une réaffirmation des valeurs patriarcales tendant à nier ou dévaloriser la participation des femmes à la lutte armée.

## Reconstruction nationale et réaffirmation de l'ordre patriarcal

La sortie de conflit, qu'elle ait été négociée ou qu'elle se soit soldée par la défaite ou la victoire des groupes armés, s'accompagne généralement de la restauration des rapports de genre traditionnels et de la restauration des valeurs patriarcales. Dans les cas où les guérillas se sont transformées en partis politiques, la réaffirmation de la domination masculine apparaît en tension avec les projets révolutionnaires portés par l'insurrection armée. Au Nicaragua, on observe une véritable contradiction entre l'engagement explicite du FSLN dans la lutte contre la violence envers les femmes<sup>46</sup> et sa position en faveur de la criminalisation de l'avortement<sup>47</sup>. Un tel paradoxe peut s'expliquer en partie par les négociations nécessaires menées par l'ex-guérilla et les autres partis au pouvoir, dont la droite catholique. En dénonçant la violence faite aux femmes le FSLN ne remet guère en question les valeurs chrétiennes et conservatrices fondant l'autorité masculine dans la société nicaraguayenne, tandis que la légalisation de l'avortement se présente comme une véritable remise en cause de l'ordre moral dominant, ce qui n'est pas envisageable pour les groupes au pouvoir<sup>48</sup>.

Les femmes, et plus particulièrement les femmes combattantes, se retrouvent ainsi au cœur du processus de reconstruction nationale qui suit le conflit armé. Le retour à la vie civile s'accompagne régulièrement d'une injonction faite aux ex-combattantes de « redevenir » des femmes, c'est-à-dire de se resituer dans des rapports de genre traditionnels : on attend des femmes combattantes qu'elles fondent un foyer et se réapproprient les valeurs traditionnelles associées à la féminité et à la maternité.

Ainsi, en Colombie, le Conseil national de politique économique et social (CONPES), ayant entre autres la fonction de définir les politiques publiques de réinsertion des ex-combattants, considère que le rôle de la « femme démobilisée » est de « fonder et perpétuer une famille », mais aussi de veiller à ce que son conjoint reste dans la légalité dans le cas où celui-ci serait aussi un ex-combattant<sup>49</sup>. Les femmes ayant suivi le processus de réinsertion à la vie civile après leur désertion du groupe armé dont elles faisaient partie, sont par ailleurs confrontées à de nombreuses difficultés au moment d'entamer une formation professionnelle et d'élaborer un projet de vie. Les parcours de réinsertion à la vie civile qui leur sont proposés ne tiennent généralement pas compte de leur statut marital (mariée, sans enfants, mère célibataire), ni de leur expérience dans la lutte armée ou encore des orientations idéologiques du groupe dont elles se démobilisent (guérilla des FARC, de l'ELN ou paramilitaire), ni même du projet de vie qu'elles élaborent à leur retour à la vie civile. La plupart des démobilisées n'accèdent pas à la formation de leur choix et doivent se rabattre sur des domaines d'activités « typiquement » féminins comme la cosmétique, ou trouver du travail en tant qu'employées de maison. En témoignent des programmes comme *Belleza por un futuro* (Beauté pour le futur), mené conjointement par L'Oréal et l'Agence colombienne pour la réintégration et la normalisation (ARN), destinés entre autres aux ex-combattantes afin de les former aux métiers de l'esthétique.

43. La Cuerda, *Memorias rebeldes contra el olvido : Experiencias de 28 mujeres combatientes del área Ixil/Paasantzila Txumb'al Ti'Sotzeb'al K'ul*, Magna Terra Editores, 2008, 122 p.

44. María Eugenia Vásquez Pedromo, *Escribo para no morir. Bitácora de una militancia*, ILSA Ministerio de la Cultura, 2001, 490 p.

45. Mirna Paiz Cárcamo, *Rosa María, una mujer en la insurgencia. Relatos de la insurgencia guatemalteca en los años sesenta*, UNAM, 2015, 202 p.

46. Delphine Lecombe, « Visibilité et occultation des violences masculines envers les femmes au Nicaragua (1979-1996) », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 84, n° 2, 2012, p. 13-39.

47. Nadine Jubb, « Love, family, values and reconciliation for all, but what about rights, justice and citizenship for women ? The FSLN, the women's movement, and violence against women in Nicaragua », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 33, n° 3, p. 290.

48. *Ibid.*

49. CONPES 3554, *Política nacional de reintegración social y económica para personas y grupos armados ilegales*, 2008-2017.

Le retour à la vie civile est d'autant plus problématique dans les cas où l'insurrection armée a été vaincue militairement. Dans un tel contexte en effet, la réassignation des femmes à des rôles traditionnels représente un double enjeu de reconstruction nationale et de contrôle des mouvements contestataires. Au Pérou par exemple, les militantes subversives ont été la cible d'une répression mobilisant un ensemble de pratiques spécifiquement sexuées (viols, tortures et humiliations sexuelles) dans le double but de restaurer les normes patriarcales traditionnelles et de jeter le discrédit sur les groupes armés. Cette démarche participe de la construction d'une mémoire du conflit où l'État est présenté comme le « sauveur de la Patrie », et ce bien que les forces de l'ordre aient été reconnues responsables du tiers des 70 000 morts environ du conflit péruvien<sup>50</sup>. La répression ciblée qui s'abat sur les ex-combattantes péruviennes s'accompagne d'une mise en récit par les médias qui tend à interpréter l'engagement des femmes dans la lutte armée comme l'expression de la menace suprême incarnée par le PCPSL. Les militantes sendéristes y apparaissent comme des femmes à la sexualité dysfonctionnelle, assoiffées de sexe ou encore sexuellement frustrées<sup>51</sup>. Ces observations rejoignent celles formulées par Laura Sjoberg et Caron Gentry dans leur analyse des discours sur la violence des femmes produits dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », qui montrent notamment comment la violence des femmes est systématiquement abordée par les médias occidentaux au travers de la sexualité<sup>52</sup>.

Il semblerait cependant que l'attention croissante portée aux femmes combattantes par les médias occidentaux ait contribué à faire évoluer ces représentations. Les militantes kurdes mobilisées dans la lutte contre l'État islamique à la suite de la prise de Kobanê ont ainsi inspiré d'innombrables articles et reportages cherchant à mettre en avant leur engagement face au terrorisme de l'État islamique. Cette évolution des représentations est attestée par la sélection cette année au festival de Cannes du film *Les Filles du soleil* d'Eva Husson, qui traite du rapport à la guerre des femmes dont une journaliste française et une combattante kurde. On peut cependant se demander dans quelle mesure ce nouvel engouement du grand public pour les femmes combattantes ne contribue pas au renforcement des stéréotypes de genre. En effet, ces récits mettant en lumière les femmes combattantes insistent surtout sur les dimensions affectives de leur engagement (défendre leurs enfants, rejoindre leur amant, venger leur famille etc.), au détriment de leurs motivations militantes. Qu'elles apparaissent comme des monstres ou comme des héroïnes, ces femmes combattantes sont avant tout considérées à travers le prisme des émotions, celles qu'on leur prête ou celles qu'elles inspirent, avec pour conséquence de dépolitiser leur engagement et de reproduire une vision classique et quelque peu dépassée de la guerre et des conflits armés.

## CONCLUSION

De l'Amérique latine à l'Asie en passant par le Moyen-Orient, on observe une visibilité croissante de l'engagement des femmes dans les insurrections armées au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Qu'elle fasse explicitement ou non partie du projet révolutionnaire porté par les guérillas, cette participation féminine se présente comme le reflet des mutations profondes des sociétés contemporaines post-1945.

L'expérience combattante féminine permet d'opérer une relecture des grands conflits de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et d'ouvrir de nouvelles perspectives dans l'historiographie contemporaine des guerres et conflits armés en en révélant des problématiques innovantes, notamment en ce qui concerne les différents modes d'articulation des champs privé et politique. S'interroger sur les ressorts de l'engagement des femmes dans la lutte armée, leur participation aux activités combattantes, ainsi que sur les conditions marquant leur retour à la vie civile, incite en effet à revenir sur l'importance des relations affectives et des « politiques de l'amitié<sup>53</sup> » caractérisant les relations intersubjectives dans la lutte armée. La perspective de genre se présente comme une catégorie d'analyse pertinente pour comprendre le rôle émergent des économies illicites dans la reconfiguration et la réactivation des conflits actuels, s'invitant dans les débats menés sur les « nouvelles guerres<sup>54</sup> ».

50. Voir les conclusions générales du rapport final de la Commission vérité et réconciliation rendu public en 2003 : <http://www.cverdad.org.pe/ifinal/index.php>

51. Camille Boutron, « Women at war, war on women. Reconciliation and patriarchy in Peru », in Seema Shekhawat Ed., *Female combatant in conflict and peace. Challenging gender in violence and post-conflict reintegration*, Palgrave MacMillan, 2015, p. 155.

52. Laura Sjoberg & Caron Gentry, « Reduced to bad sex : narratives of violent women in the bible to the war on terror », *International Relations*, vol. 22, n° 1, p. 66.

53. Pour reprendre l'expression d'Alfonso Pérez Agote dans son article « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXI<sup>e</sup> siècle », in Xavier Crettiez & Laurent Mucchiello, *Les Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, 2010, p. 109.

54. V. Spike Peterson, « New wars and gendered economies », *Feminist Review*, vol. 88, n° 1, 2008, p. 8-9.

La catégorie des « femmes combattantes » oblige à reconsidérer la définition du combattant et des stéréotypes qui lui sont associés. Est-il forcément un homme en armes ? Doit-il nécessairement être engagé dans une structure organisationnelle à vocation politique ou défensive ? D'autres répertoires d'action que celui de l'usage des armes sont-ils nécessaires à la violence politique ? Si l'analyse de l'expérience combattante féminine seule ne permet pas de répondre à ces questions, elle leur apporte néanmoins un nouvel éclairage. Elle offre l'opportunité de repenser les logiques de production de la sphère combattante et l'économie politique de la lutte armée, en intégrant une dimension domestique et affective trop négligée, opérant dès lors ce « retour à l'intime » auquel nous invitait Bruno Cabanes et Guillaume Piketty dans leur ouvrage sur la sortie de conflit des soldats après les deux guerres mondiales<sup>55</sup>.

L'analyse des différentes formes d'expériences combattantes féminines permet ainsi de questionner la façon dont la sphère privée peut être mobilisée dans le cadre d'une confrontation armée, et d'insister sur l'importance donnée à la publicisation des affects et des émotions dans la conduite de la guerre. Parce qu'elles sont traditionnellement chargées des tâches reproductives impliquant de prendre soin des membres de leur famille et de leur communauté, les femmes occupent une place prépondérante au sein de l'économie morale des guerres et conflits.

**Docteure en sociologie de l'Institut des hautes études sur l'Amérique latine (Université Paris III Sorbonne Nouvelle), Camille Boutron est chercheuse à l'IRSEM au sein du domaine « Défense et société ». Ses travaux portent sur les questions de genre en situations de conflit armé, et plus particulièrement sur la place des femmes dans les organisations armées et leur participation aux conflits. Ses recherches actuelles s'intéressent aux politiques internationales du genre dans le cadre de la paix et de la sécurité internationale, la place des femmes dans les organisations armées, ainsi qu'à la réorganisation des rapports sociaux de sexe en sortie de conflit.**

Contact : [boutcam@gmail.com](mailto:boutcam@gmail.com)

55. Bruno Cabanes & Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Tallandier, 2009, 310 p.